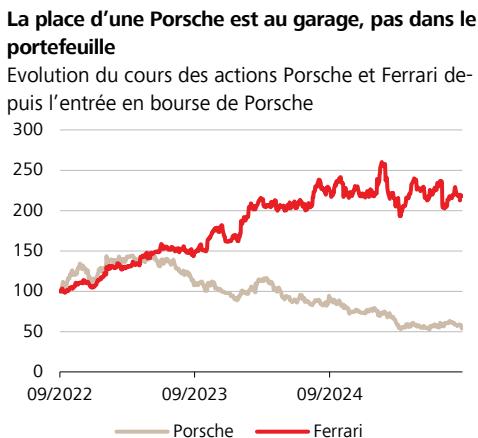


Commentaire sur le marché

La BNS maintient sa politique de taux nuls. Dans le même temps, elle abaisse ses prévisions de croissance du PIB pour l'année à venir. La bourse est également affectée par des prises de bénéfices. Le secteur automobile est quant à lui confronté à une demande faible.



GRAPHIQUE DE LA SEMAINE



Porsche a connu une mauvaise semaine. Sa radiation du DAX s'est accompagnée d'une réorientation stratégique. Celle-ci s'apparente toutefois plutôt à une régression, car l'entreprise abandonne ses objectifs en matière d'e-mobilité et veut s'en tenir aux modèles à combustion. Cela pèse sur le cours de ses actions qui a été divisé par deux depuis l'entrée en bourse, il y a trois ans. Durant la même période, celui de Ferrari a doublé. Le constructeur de voitures de sport de Maranello met nettement mieux les chevaux dans son portefeuille.



GROS PLAN

Les actions Alibaba sont très demandées

Les valeurs du commerçant en ligne Alibaba ont atteint leur plus haut niveau depuis quatre ans. Les investissements dans l'intelligence artificielle visant à améliorer la compétitivité ont favorisé l'évolution des cours.



LE PROGRAMME

Renchérissement en Suisse

Les données de l'inflation en Suisse pour le mois de septembre seront publiées le 2 octobre. Lors du dernier relevé, l'inflation du mois d'août s'élevait à 0,2% en glissement annuel.

Le taux directeur suisse reste à zéro: la Banque nationale suisse (BNS) maintient son taux directeur à 0%. Cette décision était attendue, en raison de la conjoncture stable et de la faible inflation. La BNS se montre plus prudente quant aux évolutions futures. Elle mise désormais sur une croissance économique d'à peine 1% pour l'année prochaine. Jusqu'à présent, elle avait prévu une croissance comprise entre 1% et 1,5%. Par ailleurs, la BNS reste prête à intervenir sur le marché des changes si le franc s'apprécie trop.

Une bourse suisse prudente: des prises de bénéfices ont affecté la bourse suisse cette semaine. Le Swiss Market Index (SMI) affiche une légère tendance à la baisse et peine à se maintenir au-dessus du seuil psychologique important des 12'000 points. Pour ce qui est des valeurs individuelles, l'attention était dirigée sur la grande banque UBS. Elle a signé un aveu de culpabilité dans le litige fiscal qui l'opposait à la France et payé 835 millions d'euros, et ce, après avoir clamé son innocence pendant des années. Néanmoins, ce montant est inférieur d'un milliard à l'estimation initiale de la Cour. De plus, un facteur d'incertitude disparaît. Financièrement, le poids du passé est déjà couvert par des provisions, c'est pourquoi le cours de l'action n'a pas réagi. La Banque Cantonale Bâle-Campagne signe la fin d'une ère d'une autre nature. Elle a annoncé qu'elle vendait sa filiale en ligne Radicant. En l'absence de parti intéressé, l'institut sera fermé.

Rieter a besoin de capital: les titres de Rieter ont fait parler d'eux avec des cours capricieux. Le constructeur de machines souhaite lever près de 500 millions de francs par le biais d'une augmentation du capital afin de financer la reprise de Barmag, filiale d'OC Oerlikon. L'actionnaire majoritaire Peter Spuhler, qui détient environ un tiers de l'entreprise, a pleinement soutenu l'augmentation de capital. Reste à savoir si cet investissement s'avérera rentable. L'action se négocie actuellement à son niveau du début des années 1990.

Une Europe divergente: les données des directeurs d'achat reflètent une tendance – les perspectives pour la France et l'Allemagne s'écartent de plus en plus. Alors que la France souffre de la crise gouvernementale et des grèves et que ses chiffres indiquent une contraction, la conjoncture allemande semble se redresser. Mais le diable est dans les détails, car le secteur industriel allemand s'affaiblit lui aussi. Le tableau d'ensemble est simplement éclipsé par une appréciation positive du secteur des services. Cette évolution s'observe également au niveau agrégé. A titre de comparaison, les Etats-Unis affichent également des données en baisse, mais les valeurs sont clairement en expansion, aussi bien pour le secteur industriel (52 points) que pour le secteur des services (53,9 points).

Joies et souffrances des actions automobiles: les droits de douane sur les voitures européennes exportées aux Etats-Unis baissent de 27,5% à 15%. On s'attendait certes à une baisse, mais l'annonce de l'effet rétroactif au 1^{er} août a été une surprise et a contribué à légèrement améliorer le moral. Pourtant, le secteur automobile connaît un essoufflement, comme on a pu le voir avec Stellantis cette semaine. La maison mère de marques telles que Peugeot, Fiat, Chrysler ou Opel ferme temporairement quelques usines en réaction à la faiblesse de la demande dans le secteur.

Menace d'un shutdown aux Etats-Unis: fin septembre, la menace planera à nouveau. La dette publique américaine atteindra sa limite supérieure et le projet de budget devra être approuvé. L'on risque sinon un shutdown, à savoir un arrêt des activités gouvernementales, car l'argent manquera tout simplement pour payer les salaires. Il ne s'agit certes pas d'une nouveauté, mais bien d'une problématique récurrente. Mais même si les partis finissent par s'entendre, cet environnement incertain pourrait entraîner une volatilité accrue. Le plus long shutdown de l'histoire américaine a duré cinq semaines et s'est déroulé en 2019, lors de la première présidence de Donald Trump.

Jeffrey Hochegger, CFA
Stratège en placements

Editeur

Raiffeisen Suisse
CIO Office
Raiffeisenplatz
9001 St-Gall
ciooffice@raiffeisen.ch

Internet

raiffeisen.ch/placements

Publications

Découvrez notre vision actuelle des marchés financiers dans nos publications
raiffeisen.ch/marches-opinions

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque
Raiffeisen locale
raiffeisen.ch/web/ma+banque

Mentions légales

Ce document est destiné à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adapté à la situation individuelle du destinataire. En l'espèce, il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens nécessaires et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou juridiques). Les exemples, informations et remarques mentionnés sont fournis à titre indicatif et peuvent par conséquent varier au cas par cas. Des différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.

Ce document ne constitue ni un conseil en placement, ni une recommandation personnelle, ni une offre, ni une incitation ou un conseil d'achat ou de vente d'instruments financiers. Ce document en particulier n'est ni un prospectus, ni une feuille d'information de base au sens des art. 35 et s. ou 58 et s. de la LSFIn. Les conditions complètes ainsi que les informations détaillées sur les risques inhérents aux différents instruments financiers mentionnés, qui sont seules déterminantes, figurent dans les documents de vente juridiquement contraignants respectifs (par exemple les prospectus [de base], le contrat de fonds, la feuille d'information de base [FIB] / Key Information Document [KID], les rapports annuels et semestriels). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 Saint-Gall ou sur raiffeisen.ch. Il est recommandé d'acheter des instruments financiers uniquement après avoir obtenu un conseil personnalisé et étudié les documents de vente juridiquement contraignants ainsi que la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» de l'Association suisse des banquiers (ASB). Toute décision prise sur la base du présent document l'est au seul risque du destinataire. En raison des restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissantes et aux ressortissants d'un Etat dans lequel la distribution des instruments ou des services financiers mentionnés dans le présent document est limitée, ni aux personnes ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat. Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Le présent document contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le rapport de gestion du Groupe Raiffeisen.

Raiffeisen Suisse ainsi que les Banques Raiffeisen font tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la fiabilité des données et contenus présentés. Cependant, elles ne garantissent pas l'actualité, l'exactitude ni l'exhaustivité des informations fournies dans le présent document et déclinent toute responsabilité en cas de pertes ou dommages (directs, indirects et consécutifs) découlant de la distribution et de l'utilisation du présent document ou de son contenu. Elles ne sauraient par ailleurs être tenues responsables des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Les avis exprimés dans le présent document sont ceux de Raiffeisen Suisse au moment de la rédaction et peuvent changer à tout moment et sans préavis. Raiffeisen Suisse n'est pas tenue d'actualiser le présent document. Toute responsabilité quant aux conséquences fiscales éventuelles est exclue. Il est interdit de reproduire et/ou diffuser le présent document en tout ou partie sans l'autorisation écrite de Raiffeisen Suisse.